



# DÉCLARATION SYNDICALE INTERNATIONALE POUR LE SOMMET DU G20 A SEOUL

11-12 NOVEMBRE 2010

Le G20 doit donner la priorité  
aux emplois 1

Conserver les mesures de relance  
par l'emploi pour réduire les déficits  
publics par la croissance économique 2

Donner la priorité à l'emploi, investir  
dans les personnes et créer un groupe  
de travail du G20 sur l'emploi 2

S'assurer que les politiques liées  
au changement climatique incorporent  
une « transition juste » 3

Placer le « travail décent » au cœur  
des stratégies de développement  
et tenir leurs engagements en matière  
d'aide en vue des OMD 3

S'engager pour une fiscalité juste,  
freiner la spéculation financière,  
réprimer les paradis fiscaux et accélérer  
les réformes financières 4

## Le G20 doit donner la priorité aux emplois

1 Lors du sommet à Pittsburgh en septembre 2009 les chefs d'Etat du G20 s'engagèrent à placer « l'emploi de qualité au cœur de la reprise »<sup>1</sup>. Ils n'ont pas tenu leur promesse. Il est extrêmement préoccupant que la question de l'emploi ne figure pas dans l'ordre du jour provisoire du sommet du G20. La crise économique qui a bouleversé la vie de tant de salariés est loin d'être révolue ; une crise qui est devenue sociale. Il y a actuellement plus de 220 millions de chômeurs dans le monde, le plus haut niveau jamais atteint, en hausse de 24 millions par rapport à 2007<sup>2</sup>, tandis qu'une centaine de millions de personnes – principalement dans les pays en développement – ont été poussées dans la pauvreté extrême. Non seulement le retour à la croissance mondiale est fragile et incertain, mais la hausse du chômage est en train de saper la confiance et fragiliser un peu plus la reprise. La peur des marchés financiers a poussé nombre de gouvernements du G20 à retirer les dispositifs de relance en faveur de programmes d'austérité budgétaire qui, s'ils devaient être appliqués, auraient des conséquences dévastatrices sur les services publics, réduiraient les niveaux de vie et augmenteraient considérablement les risques de retour à la récession. Les gouvernements ne doivent pas accepter la fatalité d'une décennie marquée par la stagnation de l'emploi dans les pays industrialisés, l'aggravation de la pauvreté dans les pays en développement et l'exclusion d'une génération entière de jeunes du monde du travail.

2 Les dirigeants du G20 doivent à court terme, donner la priorité à la réduction du chômage et à moyen terme, adopter un nouveau modèle de croissance plus soutenable, plus équitable en matière de distribution du revenu et qui soit créateur d'emplois. Ils doivent faire en sorte que l'emploi soit traité systématiquement lors des différents points à l'ordre du jour du sommet de Séoul. À cette fin, nous appelons les gouvernements du G20 à :

- Conserver les mesures de relance par l'emploi pour réduire les déficits publics par la croissance économique et non par les coupes budgétaires ;

1 Sommet du G20 à Pittsburgh

2 OIT 2010

- Donner la priorité à l'emploi, en mettant notamment en place un groupe de travail permanent du G20 sur l'emploi avec la participation des partenaires sociaux, placer l'emploi de qualité et la protection sociale au cœur du Cadre du G20 pour une croissance forte, durable et équilibrée ; investir dans les personnes à travers l'éducation et la formation ;
- S'assurer que les politiques liées au changement climatique incorporent des politiques d'accompagnement en matière d'emplois et de création d'emplois verts ; s'assurer d'une « transition juste » ;
- Placer le « travail décent » au cœur des programmes d'aide au développement, tenir leurs engagements en la matière et soutenir les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;
- Accélérer les réformes financières, s'engager pour une fiscalité juste et une taxation des transactions financières (TTF), freiner la spéculation financière et réprimer les paradis fiscaux.

### **Conserver les mesures de relance par l'emploi pour réduire les déficits publics par la croissance économique**

3 L'approche coordonnée et inclusive des mesures de relance économique qui prévalait en 2009 cède aujourd'hui la place à la surenchère au repli prématuré des gouvernements qui, sous la pression des marchés obligataires, s'engouffrent sur la voie de l'austérité budgétaire. La crise a entraîné un transfert massif de la dette du secteur privé vers le secteur public. Réduire les dépenses publiques, les salaires, les retraites et les programmes sociaux pour financer ces transferts est injuste d'un point de vue moral et inefficace d'un point de vue économique. De telles mesures accentueront les inégalités. Or ce sont bien ces mêmes inégalités qui sont à l'origine de la crise que nous vivons aujourd'hui. Elles ne feront qu'accroître les risques d'un retour à la récession aux conséquences catastrophiques. Les dernières prévisions de croissance des organisations internationales ont été revues à la baisse. Il est essentiel que les gouvernements abordent la rigueur budgétaire par des mesures de relance de la demande afin d'augmenter la production et la création d'emplois. A court terme (2011-2012) la priorité doit être de parvenir à une reprise plus rapide de croissance du PIB. Les politiques de relance doivent être poursuivies dans les pays où la reprise n'est pas autonome et où le chômage n'est pas revenu au niveau précédant la crise.

### **Donner la priorité à l'emploi, investir dans les personnes et créer un groupe de travail du G20 sur l'emploi**

- 4 Dans l'immédiat, les gouvernements doivent :
- investir dans des projets à forte intensité de main d'œuvre, dont les infrastructures vertes et les services publics de qualité dans le secteur social ;
  - étendre les mesures d'insertion professionnelle des jeunes – emplois protégés, formation ;
  - mettre fin à la hausse de l'emploi précaire ou irrégulier qui sape la reprise et accroît l'insécurité ;
  - renforcer la coopération entre les ministères du Travail et créer un groupe de travail permanent sur l'emploi avec la participation des partenaires sociaux, de l'OIT et d'autres organisations internationales compétentes en la matière.
- 5 A moyen terme, il est entendu que le sommet de Séoul doit lancer un « plan d'action global » pour mettre en œuvre le *Cadre du G20 pour une croissance*

*forte, durable et équilibrée.* L'emploi doit être au cœur du plan d'action et les dirigeants doivent :

- inviter l'OIT, en collaboration avec l'OCDE, à préparer les volets emploi et protection sociale du Cadre du G20. Ce plan doit être fondé sur le Pacte mondial pour l'emploi, pacte tripartite adopté à Genève en juin 2009 ainsi que sur les recommandations du G20 Emploi à Washington en avril 2010.
- Renforcer le dialogue social, dont la négociation collective pour s'assurer que la hausse des salaires aille de pair avec celle de la productivité, la lutte contre les inégalités de revenus et de sexes.

6 Investir dans l'éducation et la formation est essentiel à toute reprise économique durable et équitable. L'enseignement de qualité est un enjeu de premier ordre pour les pays avancés, émergents et en développement. Les dirigeants du G20 doivent :

- s'engager en faveur d'une « éducation de qualité pour tous »<sup>3</sup> et inviter l'UNESCO et l'OCDE à mettre en place avec les parties prenantes une « Taskforce » mondiale sur l'enseignement pour une nouvelle vision de l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle ;
- Charger les ministres de l'Éducation de faire des propositions concrètes au Sommet du G20 en France en 2011.

### **S'assurer que les politiques liées au changement climatique incorporent une « transition juste »**

7 Les négociations sur le climat semblent au point mort. C'est inacceptable. Les dirigeants doivent soutenir des mesures concrètes en vue de l'adoption d'un Accord post-2012 relatif à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) afin d'éliminer toute lacune dans la poursuite des objectifs de réduction des émissions. Un accord sur le climat doit inclure de nouveaux objectifs « top-down » fondés sur les scénarios du GIEC pour maintenir la hausse de la température en dessous de 2°C et s'appuyer sur un plan de financement ambitieux. Les gouvernements doivent :

- progresser sur la voie d'une économie à faibles émissions de carbone, soucieuse du climat et socialement équitable ;
- développer une stratégie en vue d'une « transition juste » comportant des investissements verts à grande échelle et à forte intensité de main-d'œuvre, de la formation, des programmes de développement des compétences et des politiques actives du marché du travail.

### **Placer le « travail décent » au cœur des stratégies de développement et tenir leurs engagements en matière d'aide en vue des OMD**

8 Les dirigeants du G20 – et le G8 en particulier – ne doivent pas tourner le dos aux pays en développement en cette période de crise. La création d'emplois et le « travail décent » doivent être au cœur des stratégies de développement. Et pourtant, les pays de l'OCDE n'ont toujours pas honoré leurs engagements en matière d'aide au développement, particulièrement vis-à-vis de l'Afrique. Ainsi :

- Le financement mobilisé pour l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH et de sida doit changer d'échelle.

3 UNESCO, 2005

- Les dirigeants doivent mandater un comité de haut niveau multi-parties prenantes chargé d'élaborer des recommandations afin de résoudre les problèmes de financement qui empêchent certains pays d'accéder à l'Éducation pour tous (EPT) et mettre en pratique le « socle de protection sociale »<sup>4</sup> de l'OIT par la création d'un fonds de protection sociale pour les pays en développement.
- Ils doivent veiller à ce que le Fonds monétaire international (FMI) transforme son aide financière d'urgence en la promotion de croissance de l'emploi et la protection sociale, ce en rupture avec les conditionnalités strictes imposées lors des récentes aides financières<sup>5</sup>. Suite aux conclusions de la conférence OIT-FMI d'Oslo « Les défis à la croissance, l'emploi et la cohésion sociale »<sup>6</sup>, le FMI doit travailler avec l'OIT pour la promotion de stratégies de relance fondées sur les services publics, l'augmentation de la productivité et des salaires, l'extension des conventions collectives et l'amélioration de la protection des salariés ;
- Le FMI doit faire usage de ses nouvelles ressources financières pour inciter les pays frappés par la crise mondiale à engager des politiques budgétaires anticycliques durant le temps nécessaire à leur sortie de la récession. La crise souligne la nécessité de mécanismes de restructuration de la dette publique qui soient transparents et équitables pour les pays concernés
- Le G20 doit travailler avec les Nations Unies pour développer des mécanismes de dialogues politiques multilatéraux applicables à l'ensemble des pays.

### **S'engager pour une fiscalité juste, freiner la spéculation financière, réprimer les paradis fiscaux et accélérer les réformes financières**

■ Les dirigeants du G20 doivent donner la priorité à une fiscalité progressive qui frappe en premier lieu les hauts revenus et les actifs improductifs ou spéculatifs. Une répartition plus équitable de la charge fiscale entre travail et capital est une nécessité immédiate non seulement pour répondre aux préoccupations croissantes concernant l'injustice sociale, mais aussi pour placer l'emploi en tête des priorités. Les gouvernements doivent protéger et élargir l'assiette fiscale pour aider à financer la demande des ménages, le financement des services publics de qualité et de protection sociale. Cela exige une rupture avec les réformes passées qui ont consisté à réduire la fiscalité directe tout en augmentant la fiscalité indirecte – cette dernière étant régressive par nature. Par ailleurs :

- Les gouvernements du G20 doivent développer de nouvelles sources de financement, y compris une taxe sur les transactions financières (TTF), qui servirait aussi à réduire la spéculation financière.
- Le Forum mondial animé par l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements en matière fiscale doit prendre une nouvelle dimension par la conclusion d'accords multilatéraux d'échange automatique d'informations, ainsi que par le renforcement des capacités des administrations fiscales des pays en développement. La fiscalité doit également servir à renforcer plutôt qu'à affaiblir la stabilité financière et la reddition de comptes. En ce sens, les règles fiscales qui incitent au surendettement et à l'arbitrage fiscal entre les pays doivent être éliminées.

4 Cela englobe l'accès universel au système de santé de base ; une pension universelle de base pour les personnes âgées et les personnes handicapées ; un revenu ou un moyen de subsistance garanti pour tous les enfants ; le soutien au revenu des personnes pauvres en âge de travailler ainsi que des sous-employés et des chômeurs.

5 Déclaration syndicale internationale pour la réunion annuelle 2010 du FMI et de la Banque mondiale.

6 [www.osloconference2010.org](http://www.osloconference2010.org)

**10** Le sommet de Toronto n'a pas donné l'impulsion nécessaire à l'action du G20 en matière de réformes financières et au programme de travail du G20 Finance et du Conseil sur la stabilité financière (CSF). L'accord sur la réforme des normes prudentielles de Bâle applicables aux banques divulgué en septembre 2010 n'a pas été à la hauteur des espérances. Les dirigeants doivent s'engager sur des mesures globales et coordonnées pour réformer le secteur financier. Ils doivent prendre des mesures pour :

- protéger la banque de détail et commerciale des risques et de la volatilité des activités de banque d'investissement et soutenir les banques coopératives, les mutuelles d'assurance et les services financiers publics ;
- limiter par la réglementation les prises de risque excessives et les rémunérations irresponsables qui bénéficient aux dirigeants, dont les banquiers, et aux traders ;
- renforcer les systèmes de gestion des risques des banques par le biais de la représentation des salariés et protéger les ménages des prêts abusifs par une législation adéquate sur la protection des consommateurs ;
- faire en sorte que le CSF, à qui il a été donné un rôle majeur dans la gouvernance de l'économie mondiale, adopte des processus de consultation formels, y compris avec les syndicats, de publication de ses documents en amont aux fins de commentaires, et toute autre pratique digne des standards de gouvernance institutionnelle démocratique. ■

Global  
Unions

# DÉCLARATION SYNDICALE INTERNATIONALE POUR LE SOMMET DU G20 A SEOUL

11-12 NOVEMBRE 2010

